

Merci aux 40 députéEs qui ont supprimé le délai de réflexion pour l'avortement

Merci aux 40 députéEs (contre 22) d'avoir reconnu aux femmes un statut de personnes majeures qui n'ont pas besoin d'un texte de loi pour réfléchir à interrompre ou non une grossesse non prévue !

Comme l'affirme le Planning Familial depuis plus de 40 ans, la prise de décision d'interrompre ou non une grossesse non prévue est de la seule responsabilité des femmes, seules expertes de leur vie pour décider.

Comme la suppression de la notion de détresse en janvier 2014, ce vote pour l'inscription dans la loi de la suppression du délai de réflexion entre deux consultations médicales permet aux femmes de faire leur choix éclairé en toute connaissance de cause et à leur rythme.

L'IVG comme tout acte médical doit se faire dans de bonnes conditions, sans jugement moral et avec des professionnel.le.s formé.e.s pour cela, ce qui nécessite des moyens dédiés.

Un dernier verrou persiste : la double clause de conscience pour les professionnels, spécifique à l'IVG : elle doit également être supprimée.

Contacts presse :

Véronique Séhier # 06 86 65 25 19 et Danielle Gaudry # 06 60 95 50 77, membres bureau du Planning Familial